

« Le Socialisme, c'est la République poussée jusqu'au bout. » Jean Jaurès

### A savoir

**LA CIA DANS NOS BANLIEUES.** Dans une enquête sur deux pages publiée dans son édition du 21 avril, le *Parisien* décrit l'activisme de l'ambassade américaine et de ses « services annexes » dans les banlieues françaises. Ainsi, le directeur de cabinet du maire de Clichy-sous-Bois, et d'autres « décideurs » issus de l'immigration se sont vus offrir un voyage aux Etats-Unis. Le *Parisien* révèle aussi comment trois élus des banlieues les plus chaudes des émeutes de 2005 ont été invités à déjeuner dans un appartement chic du XVIème arrondissement avec l'attaché culturel de l'ambassade US. On apprend aussi que nombre d'associations apparues récemment bénéficient des largesses de l'Oncle Sam, à commencer - communautarisme oblige - par le CRAN, le Conseil Représentatif des Associations Noires.

**MARC DOLEZ MAINTIENT SES PRINCIPES.** Député socialiste du Nord et animateur du courant Forces Militantes, Marc Dolez a réagi par un communiqué, le 23 avril, à la nouvelle déclaration de principes du PS. Déplorant que son parti « décide en fait de s'aligner définitivement sur une social-démocratie européenne qui a perdu depuis longtemps ses points de repères et dont la fragilité résulte de son ralliement au libéralisme économique et de son incapacité à définir un projet alternatif de transformation sociale », Marc Dolez dénonce « l'objectif d'une économie sociale et écologique de marché, référence explicite au traité de Lisbonne ». Fustigeant le renoncement « à la socialisation, même progressive, des moyens de production et d'échange », il réaffirme que « le capitalisme n'est pas un horizon indépassable... et que rien n'est plus urgent aujourd'hui que de reconstruire une idéologie de rupture pour ouvrir une nouvelle voie ».

**PREMIERE VICTOIRE DES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS.** La mobilisation des salariés sans-papiers a contraint le gouvernement à reculer. L'action conjointe de la CGT d'Île-de-France et de l'association « Droits devant », avec les travailleurs immigrés privés de titre de séjour, a rendu visible une situation scandaleuse. D'après les patrons de l'hôtellerie-restauration, 50 000 salariés du secteur au moins sont des sans-papiers. La CGT appelle l'opinion et les organisations syndicales au soutien financier des grévistes. Dons et résultats des collectes sont à envoyer par chèque à l'ordre de « CGT/solidarité salariés sans papiers », case 2-1, 263 rue de Paris, 93516 Montreuil.

**QUAND SARKOZY DEFINIT LA LAÏCITE.** « La laïcité, c'est reconnaître que l'instituteur, le curé, le pasteur ou le rabbin ne font pas le même travail ». Propos tenus par Sarkozy lors de l'entretien télévisé du 24 avril. Ainsi, la laïcité résulterait d'une division du travail et non d'une séparation entre les Eglises et l'Etat. Consternant, mais aussi inquiétant.

### Edito: « JE CROIS AU TRAVAIL », MAIS JE SERS LE CAPITAL

Sarkozy a raison : il n'a pas été élu président de la République pour être populaire, moins encore pour servir le peuple ! Porté sur le pavois par les Bolloré, Bouygues, Lagardère et autres Arnault, il a accédé à ses fonctions en vue de poursuivre et d'accentuer la politique par laquelle le capital financier entend remodeler la France à sa convenance. Enrichissement d'une petite minorité et paupérisation du plus grand nombre, accroissement des bénéficiaires boursiers et allègement du coût du travail, démantèlement des services publics et diminution de la taille de l'Etat : à ces critères, la première année du quinquennat aura été un succès. Ceux qui attendaient autre chose en votant pour le chef de l'UMP en sont aujourd'hui pour leurs frais. Et pour leurs illusions.

A l'Elysée, rien de nouveau, hormis le décor. Des journalistes à pâte molle donnent la réplique à l'hôte des lieux, censé répondre en 90 minutes à la « mauvaise humeur » des Français. Au cœur de l'argumentation sarkozyenne, la même antienne libérale qui fit chuter Jospin en 2002 : l'impuissance publique, cette fois-ci face à la crise de l'immobilier américain, à la flambée des prix des matières premières, à la montée de l'euro, ...L'Etat n'a pas de réponse, l'Etat n'a pas de moyens. Alors que le gouvernement vénézuélien n'hésite pas à renationaliser la sidérurgie, son homologue français continue de brader la propriété publique (aujourd'hui certaines infrastructures portuaires)...avant de verser une larme sur le dénuement de la République et l'ampleur de la dette.

« Soit c'est le contribuable qui paie, soit c'est l'utilisateur », péroré le petit maître en économie de l'Elysée pour mieux souligner cette absence de moyens. Et le capital financier ? Et les fabuleux bénéficiaires accumulés par Total et les sociétés du CAC 40 ? Ne serait-il pas judicieux de remettre sous le contrôle de l'Etat le stratégique secteur de l'énergie ? N'y a-t-il pas manière à alimenter les caisses publiques en taxant les super-bénéficiaires des grands groupes, ainsi que les gains de la spéculation financière ?

Mais dans le dogme néo-libéral, on ne touche pas au grand capital. A preuve : le financement du RSA (revenu de solidarité active) sera assuré par la diminution de la prime pour l'emploi, dont bénéficie le quart le moins fortuné des foyers fiscaux. Déshabiller Pierre pour habiller Paul, voilà la grande astuce de nos gouvernants !

Certes, pour faire bonne figure, Sarkozy s'en prend à « ce capitalisme qui marche sur la tête » à force de prendre (et faire prendre aux autres) des risques financiers. Et d'annoncer sans rire qu'il faut sanctionner...les agences de notation, avant d'appeler de ses vœux de terribles mesures anti-spéculatives à prendre...par le G 8, le bureau politique du capital mondialisé ! Tremblez, hedge funds, boursicoteurs de tous poils, Bling Bling fourbit contre vous des armes redoutables !

Quant à la lancinante question du pouvoir d'achat, outre l'inévitable refrain sur la valeur travail, Sarkozy convoque le

serpent de mer de la droite française - l'intéressement - prié de faire quelques ronds dans l'eau le temps d'une émission télé. Mais les salaires, nouveaux parias de la pensée économique, restent intouchables.

Or c'est pourtant le nœud de la question. En un quart de siècle, la part des salaires dans le revenu national a reculé de 10 points, alors que la part des profits du capital augmentait d'autant. Cette détérioration, accentuée par la crise en provenance d'Amérique, plombe aujourd'hui l'économie française : l'INSEE fait état d'un recul de 1,7% des dépenses de consommation des ménages au mois de mars, quand celles-ci constituaient jusqu'à présent le principal moteur de la croissance française.

Voilà pourquoi, aussi juste socialement que roborative

économiquement, la revendication du SMIC à 1 500 euros doit être portée avec vigueur par le mouvement social. Une telle augmentation réorienterait à la hausse toute la grille des salaires. Et que l'on ne nous oppose par les « dures réalités de l'économie » pour écarter cette demande : 1 500 euros, c'est moins que le premier prix journalier d'une suite dans un palace parisien. Car c'est bien vrai : le capitalisme marche sur la tête, et il est grand temps de remettre le monde à l'endroit.

Vous avez dit « mauvaise humeur » ? Non Sire, c'est de l'indignation, bientôt de la révolte, alimentée par votre politique, et que votre grand art de la com' ne suffira pas à éteindre.

## **HUMEURS. « Le service public est notre richesse, mobilisons-nous ! »** **Pétition initiée par des responsables syndicaux, associatifs et politiques.** **Pour s'informer et signer la pétition : <http://petitions.fsu.fr/>**

150 000 jeunes qui sortent chaque année sans diplôme du système scolaire, une crise du logement sans précédent depuis les années 1950, des inégalités qui se creusent de façon dramatique, des enjeux environnementaux colossaux, le défi démographique, l'innovation et la croissance à la traîne... Dans un tel contexte, chercher à accroître l'efficacité de l'action publique, c'est mieux mettre en œuvre les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité.

Cela exige que la satisfaction des besoins essentiels soit reconnue comme un droit fondamental. Cela implique le choix d'une société solidaire, la maîtrise des biens communs et l'activité efficace de Services publics indispensables au développement économique, social et culturel. Face à la montée des inégalités, ils sont garants de l'exercice effectif des droits.

L'intérêt général a besoin de personnels dont la qualification soit reconnue, présents sur tout le territoire et non de salariés interchangeable et corvéables à merci ; de solidarité et non de concurrence ; de stabilité et non de précarité ; de sens des responsabilités et non de docilité ; d'indépendance et non de soumission aux intérêts particuliers. Toutes choses que le statut des fonctionnaires, mis en œuvre depuis la Libération, a contribué à réaliser.

Mais ce n'est pas du tout ce à quoi nous assistons actuellement : de fusion en restructuration, d'externalisation en privatisation et de flexibilité en précarité, une vaste opération de destruction des fondements du Service public et de la Fonction publique s'accélère sous nos yeux. La « Révision générale des politiques publiques » (RGPP) est le plus récent développement de cette campagne dirigée par le gouvernement, encouragée par le patronat et menée par des cabinets privés. Elle s'attaque frontalement à l'ensemble de la Fonction publique d'État, Territoriale et Hospitalière. Comme déjà dans d'autres secteurs (Poste, EDF, télécommunications, transports...), cela signifie la détérioration organisée des services rendus au public, ouvrant la voie à la privatisation des activités les plus profitables, à la disparition de nombreuses autres.

Contrairement à ce qu'il prétend, le Président de la République n'a reçu aucun mandat pour remettre en cause ces acquis essentiels. Avec son gouvernement, il considère l'action publique comme une dépense, jamais comme une source de richesse. Creusant les déficits par sa politique fiscale, il veut réduire au maximum les dépenses d'intérêt

général dans les secteurs de la famille, du logement, de la santé, de la solidarité, de l'emploi formation. Il refuse de répondre par des créations d'emploi à la situation critique de l'hôpital public. Il programme de nouvelles coupes claires dans les effectifs de fonctionnaires de l'État (160 000 suppressions en quatre ans). Il décharge l'État de nombreuses missions en les renvoyant vers les collectivités territoriales sans pour autant leur donner les moyens de développer de vrais services publics locaux et démocratiques, programmant le corsetage de l'emploi public territorial.

Comme l'a clairement résumé le Premier ministre le 10 octobre 2007 « La réforme de l'État supposera que chacun d'entre nous accepte qu'il y ait moins de services, moins de personnel, moins d'État sur son territoire. »

Nous ne l'acceptons pas !

Aux cotés des usagers, agents, élus, qui se battent quotidiennement pour le maintien et l'amélioration de services publics de proximité :

- x Nous sommes partisans d'une modernisation de la Fonction publique en réponse à l'évolution marchande, inégalitaire et destructrice de la société.
- x Nous voulons une véritable démocratisation de la décision, du contrôle et de l'évaluation associant citoyens et agents.
- x Nous voulons une réforme fiscale assurant un financement équitable et pérenne des missions de service public.

Nous réaffirmons que le statut des fonctionnaires est là pour garantir à tous les usagers la défense d'un intérêt général qui ne se réduit pas à la somme des intérêts particuliers.

Nous lançons un appel à une vaste mobilisation citoyenne pour mettre un terme à cette politique destructrice. Organisons un débat démocratique, sans a priori, sur les besoins en services publics, sur les rôles respectifs de l'État et des collectivités locales et la place des agents publics.

**Contre la RGPP, rassemblons-nous autour des valeurs de solidarité, de justice et d'efficacité économique et sociale de tous les services publics.**